

Le secret de la croissance se cache dans les institutions

LE CERCLE. par Hélène Rey - Comment expliquer les différences de croissance économique entre pays dans le long terme ? Pourquoi certains pays réussissent-ils à accroître leur richesse pendant un certain temps, mais rencontrent-ils des difficultés ensuite ?

Certains ont avancé que la localisation géographique était un élément clef : dans les pays tropicaux où la malaria est prévalente par exemple, la croissance de long terme n'est pas aussi élevée que dans un pays tempéré, en moyenne. D'autres ont pensé que la culture était un élément déterminant.

Dans leur livre, Daron Acemoglu et James Robinson réfutent ces deux thèses et expliquent les succès et échecs des nations par la nature des institutions qui gouvernent la vie politique et économique des pays. En étudiant l'histoire d'un grand nombre de nations, ils concluent que les pays qui ont réussi à croître de façon significative sont ceux qui ont eu des institutions politiques et économiques inclusives, c'est-à-dire celles qui ont permis un partage des opportunités entre citoyens.

En donnant le pouvoir au plus grand nombre, elles ont déclenché un cercle vertueux de stabilité et d'accès à l'éducation pour une grande partie de la population. A l'opposé, les pays qui se sont bâtis sur des institutions excluant le plus grand nombre et qui ont exploité les ressources naturelles ou humaines pour le seul bien-être d'une élite sont des échecs retentissants. Appliquant son analyse à l'Europe, Acemoglu explique la croissance européenne élevée de l'après-guerre par des institutions politiques inclusives et un pacte social fort, minimisant les inégalités économiques entre citoyens.

De tels choix économiques et sociaux ont garanti la paix en Europe et ont constitué un changement important par rapport aux conflits antérieurs, tant internationaux qu'au sein même des pays (par exemple au sein de la république de Weimar). Ils ont pu être soutenus dans le temps grâce à un mode de croissance fondé sur une reconstruction de l'appareil productif dévasté par la guerre. Avec les années 1980-1990 vient la nécessité de changer ce modèle de croissance aux rendements décroissants, en faisant appel à l'innovation. Cette transition est amorcée à divers degrés par les pays européens et s'accompagne d'un accroissement des inégalités et du chômage.

Certains pays, comme la Grèce, où le processus de démocratisation est récent, n'ont pas eu le temps de construire des institutions inclusives et un pacte social fort. L'entrée dans l'euro, au lieu d'accélérer la convergence des institutions, la ralentit en permettant à la Grèce d'emprunter à bas coûts ce qui conduit à relâcher la discipline budgétaire et à amoindrir les incitations aux réformes. Pour renouer avec la croissance et sortir de la crise, il faut donc

maintenant construire une dynamique européenne autour d'institutions inclusives capables de gérer les conflits et de favoriser une convergence entre pays et au sein des pays.

Ces institutions devront être capables de favoriser une large participation politique des citoyens européens. Mario Monti et Sylvie Goulard ne disent pas autre chose dans leur excellent livre « De la démocratie en Europe : voir plus loin » et ils soulignent que l'on peut concevoir diverses pistes, d'un régime parlementaire avec un gouvernement responsable devant le Parlement à un régime présidentiel plus inspiré du modèle américain. Mais une chose est sûre, si l'on en croit Acemoglu, la construction d'institutions inclusives est un processus délicat, car, au cours de l'histoire, les élites et les groupes d'intérêt s'y sont traditionnellement opposés. Ce sont donc les citoyens eux-mêmes qui doivent y pousser.